

L'arme idéale contre la faim au Sahel ?

► Un article de Inoussa Maïga

Produire plus et mieux en préservant mieux l'environnement ! C'est la perspective que propose l'agroécologie. Dans les pays du Sahel, des chercheurs et des vulgarisateurs travaillent à la réalisation d'un environnement sain et productif, sur base des principes de l'agroécologie, indépendamment de toute considération idéologique.

Inoussa Maïga

est journaliste et chargé de programme chez Jade productions (Burkina Faso)
<http://www.jadeproductions.info/>

Pour les chercheurs, l'agroécologie est une discipline scientifique qui utilise les principes écologiques pour concevoir des systèmes de culture, les tester, les évaluer. «*Nous cherchons à optimiser la production agricole par des méthodes différentes de ce qui était jusqu'à présent promu*», explique Alain Ratnadass, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique (Cirad) à Montpellier. «*L'agroécologie, c'est mettre de l'écologie dans l'agriculture. Il s'agit d'explorer les possibilités des processus écologiques et de les utiliser dans la gestion des ressources*», ajoute son collègue Rabah Lahmar, en poste au Burkina.

Pour les vulgarisateurs, l'agroécologie est avant tout une boîte à outils, un ensemble de techniques et de pratiques sur le terrain, dans les champs. «*Il y a plusieurs façons d'améliorer la production et les rendements, mais c'est l'impact sur l'environnement qui fait la différence. L'agroécologie permet d'améliorer la fertilité des sols, de lutter contre les eaux de ruissellement et contre l'érosion*», avance Assane Bokoume de l'Association pour la gestion de l'environnement et du développement (Aged).

«*C'est une réflexion commune que nous menons avec les paysans pour les aider à chercher les voies et moyens pour produire suffisamment sur leurs terres sans les détériorer*», renchérit Mathieu Sawa-

dogo, directeur fondateur de l'Association pour la recherche et formation en agroécologie (Arfa).

Loin d'être opposés, chercheurs et vulgarisateurs se veulent complémentaires. Ils fondent tous leur action sur les pratiques paysannes observées sur le terrain. «*Les paysans développent eux-mêmes de bonnes pratiques agricoles. Nous partons de ces pratiques que nous essayons d'améliorer*», explique Mathieu Sawadogo. «*On observe les pratiques paysannes, on essaie de les expliquer et on voit comment les optimiser, comment les rendre plus efficaces, plus rentables pour le sol et pour l'agriculteur*», ajoute Rabah Lahmar. «*Sur ces questions-là, en tant que scientifiques, nous apprenons beaucoup des pratiques paysannes*», reconnaît-il.

Des opportunités pour l'agriculture au Sahel...

Chercheurs et vulgarisateurs s'accordent également pour reconnaître les opportunités que les pratiques agroécologiques offrent à l'agriculture dans le Sahel. «*Nous avons longtemps été obnubilés par la question de la pauvreté des paysans. Nous nous demandions pourquoi les engrais sont chers, pourquoi les États ne subventionnent pas, pourquoi les États se désengagent de l'agriculture, etc. Ce sont des problèmes réels, mais je pense qu'il y a des solutions ailleurs, dans l'agroécologie*», soutient Rabah Lahmar.

« Le plus important c'est l'appui des techniciens et des vulgarisateurs. »

Assane Bokoume.

Les systèmes de production inspirés des principes de l'agroécologie reposent en partie sur l'apport de matières orga-



© Jean-Louis Brocart / SOS Faim.

Au Burkina, il faut travailler à renforcer la confiance dans l'agroécologie.

niques pour l'enrichissement des sols. Disponibles localement et donc peu coûteuses, les matières organiques sont une alternative aux difficultés d'accès aux engrais par des paysans en manque de ressources. Mais cela ne signifie pas que l'agroécologie est une agriculture du pauvre, comme certains ont tendance à le croire, précise Mathieu Sawadogo. « C'est une approche qui demande beaucoup de travail. Il faut que le paysan soit à l'écoute de sa terre, qu'il en prenne soin. Cela l'amène à avoir d'autres comportements. C'est-à-dire après les récoltes, le travail continue. Il faut que le paysan soit présent sur sa parcelle, qu'il travaille à produire la matière organique. »

... mais aussi des défis

Le premier défi que devrait relever l'agroécologie, selon Mathieu Sawadogo, est de permettre aux producteurs de produire suffisamment dans un contexte de changement climatique. « L'agroécologie nous permet de nous adapter aux changements climatiques. Parce qu'aujourd'hui, si nous prenons le répertoire de toutes les activités répertoriées en matière d'adaptation aux changements climatiques, ce sont des pratiques que l'agroécologie prévoit depuis des années. » Le défi majeur de l'agroécologie dans le Sahel est de lutter contre la désertification liée à la carence des sols en matières organiques. « L'agroécologie,

en travaillant par l'apport de matière organique, sur l'association et la rotation des cultures, participe à restaurer le couvert végétal et crée les conditions qui favorisent le développement des plantes », soutient Alain Ratnadass.

« On observe les pratiques paysannes et on voit comment les optimiser. »

Mathieu Sawadogo.

Mais peut-on dire pour autant que l'agroécologie est le meilleur moyen de lutter contre la faim au Sahel ? Sur cette question, chercheurs et vulgarisateurs sont on ne peut plus clairs. « Je ne sais pas jusqu'où l'agroécologie permet de pousser les rendements, mais c'est vraiment un système qui est très bien adapté aux agricultures du Sahel », déclare Rabah Lahmar. Selon le chercheur, le Sahel est en situation limite: les sols sont pauvres, le climat n'est pas favorable, les agriculteurs utilisent très peu d'engrais. « Quand on arrive à comprendre les processus écologiques en jeu, on les met au service de la production agricole, au service de la gestion des ressources. » Même discours chez Mathieu Sawadogo, pour qui l'agroécologie fonctionne comme un outil efficace contre la faim

dans les pays du Sahel. « Tout le travail que nous faisons depuis des années le démontre. Nous sommes convaincus que c'est une voie sur laquelle il faut persévérer », soutient le directeur fondateur de l'ONG Arfa. « Les agriculteurs dans leurs champs associent toujours le mil avec quelques pieds de niébé. On sait que ces associations sont très bénéfiques pour les deux plantes. L'idée, c'est de voir comment utiliser au mieux tout ce qui est positif dans les pratiques paysannes », explique Assane Bokoum.

Des conditions à satisfaire

La vulgarisation des pratiques inspirées de l'agroécologie nécessite la mobilisation des paysans. Une tâche ardue. « C'est difficile, par exemple, d'expliquer aux paysans, à qui on a appris depuis des décennies à labourer, que le labour c'est très mal à cause du problème d'érosion », prévient Alain Ratnadass. Un défi que tente de relever tant bien que mal l'ONG Arfa, depuis plusieurs années, dans l'Est du Burkina. « Ça n'a pas été un cadeau tombé du ciel. Il a fallu vraiment beaucoup d'années de travail et d'insistance », explique Mathieu Sawadogo. « Nous avons commencé avec un groupe de 25 paysans. Année après année, ces premiers paysans ont engrangé des réussites qui ont attiré plusieurs autres paysans. Avec des réalisations qui ont des résultats sur le terrain, on est arrivé à mettre en place un réseau de 400 agriculteurs écologiques. Aujourd'hui ce réseau compte plus de 1800 membres », savoure le premier responsable de l'ONG Arfa. D'où la conclusion que dans la vulgarisation des pratiques agroécologiques, ce sont plus les expérimentations sur le terrain qui permettent de susciter l'engagement des paysans que le discours politique.

De belles perspectives ?

Chercheurs et vulgarisateurs ne tarissent pas de propositions pour une véritable transition vers l'agroécologie. Mais Assane Bokoum prend ses distances vis-à-vis du discours politique. « On n'a pas besoin des politiques. Le plus important c'est vraiment l'appui des techniciens, des vulgarisateurs, et je pense que c'est surtout ça qu'il faut mettre en avant. Si le discours politique prend le dessus, on risque d'avoir de simples effets de mode. On fera trop de tapage pour peu de résultats », prévient-il.

Pour Alain Ratnadass, il faut des incitations financières, car l'adoption des systèmes agroécologiques nécessite une prise de risque par les paysans durant les premières années. *« Par exemple, pour la culture du riz pluvial dans des systèmes avec couverture végétale, la production sera moins forte la première année que dans un système avec labour. Au bout de la deuxième ou de la troisième année, on arrive à l'équilibre et, après plusieurs années, la production avec couverture végétale dépassera largement celle sur labour »*, explique le chercheur. Les paysans du Sahel n'ayant pas d'assurance,

« ce serait bien que les pouvoirs publics subventionnent ce genre de système », préconise-t-il.

Ces subventions sont nécessaires et justes, car les pratiques agroécologiques rendent des services écologiques aux communautés entières. Rabah Lahmar, lui, s'attarde sur le rôle de la vulgarisation de l'agroécologie, qu'il souhaite voir intégrée dans les programmes de formation des écoles d'agriculture au Sahel.

Pour Mathieu Sawadogo, il faut travailler à renforcer la confiance dans l'agro-

écologie dans le monde paysan. *« Les pratiques agroécologiques ne sont pas encore suffisamment encouragées et financées. »*

C'est vrai que l'État intervient déjà dans la promotion de l'utilisation des matières organiques et la production des plants. Mais ces interventions ont besoin d'être organisées dans un cadre plus global, plus cohérent », dit-il. Car « actuellement il y a des gens qui peuvent intégrer une partie de l'agroécologie et juste à côté ils mènent des actions tout à fait contraires à ce qu'elle préconise. » ■